

Le pétrole s'effondre, et ce n'est pas une bonne nouvelle (sauf à la pompe)

La baisse des prix à la pompe va se poursuivre ces prochaines semaines... et c'est à peu près la seule bonne nouvelle de l'effondrement des prix du pétrole.



Le prix du baril a été divisé par deux depuis le début de l'année: tutoyant les 70 dollars fin 2019, il se vendait ce lundi à moins de 35 dollars.

Le Brent en chute libre

Lundi, la chute a été sans précédent depuis 30 ans, et la première guerre du Golfe de 1991: le pétrole a enregistré une baisse de 25% en une seule journée.

Les prix des carburants à la pompe, en baisse quasi continue depuis deux mois, devraient continuer à s'en ressentir ces prochaines semaines.

Une bonne nouvelle ? Pour les automobilistes et à court terme, oui. Mais tout n'est pas si simple.



1. Pourquoi le baril s'effondre ?

Ce krach pétrolier est la conséquence de plusieurs événements distincts. Vendredi, en pleine épidémie de coronavirus qui freine l'économie mondiale, la Russie a refusé de réduire sa production de brut, comme le réclamait l'Organisation de pays exportateurs de pétrole (Opep).

L'Arabie saoudite, jusqu'ici alliée de la Russie, a alors riposté... en augmentant sa production. Demande en baisse, offre en hausse. En économie, cela n'a qu'une seule conséquence possible: l'effondrement des prix. Avec un marché très déséquilibré, et des constitutions énormes de stocks.

Contenue mais continue depuis deux mois, la baisse du prix du pétrole s'est soudainement accélérée lundi: l'épidémie frappe de plus en plus de pays, qui mettent en place des restrictions de déplacements de plus en plus lourdes. Les bourses ont chuté de 6 à 10% sur la journée, et le cours du pétrole a "surréagi" - les transports et déplacements, dont dépend fortement le brut.

▣ 90000 barils de moins par jour

La demande mondiale de pétrole devrait se contracter cette année, pour la première fois depuis 2009 selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Jusqu'à présent, une hausse de la demande était anticipée. La demande

devrait se contracter d'environ 90000 barils par jour (bpj) par rapport à 2019, selon le scénario central de l'AIE, qui compte tenu de "l'extrême incertitude". En cause: la contraction profonde de la consommation pétrolière en Chine et des perturbations importantes des voyages et du commerce dans le monde. Ainsi, l'aviation ne pèse que moins de 1% du PIB mondial, mais représente 8% de la demande de pétrole.

La crise du coronavirus affecte de nombreux marchés de l'énergie - y compris le charbon, le gaz et les renouvelables - mais son effet sur les marchés pétroliers est particulièrement grave parce qu'elle empêche les personnes et les biens de circuler, un coup dur pour la demande de carburants dans les transports
- Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE

2. Pourquoi ça risque de durer

L'axe Arabie saoudite/Russie était un des éléments clés de la politique énergétique de l'Opep et d'autres pays exportateurs, non membres de l'organisation: il s'agissait, en limitant la production, de contrer la politique agressive des États-Unis et leur abondant pétrole de schiste. D'autant plus depuis l'apparition de l'épidémie de coronavirus, au début de l'année.

Objectif: que les prix ne chutent pas malgré l'abondance de l'offre. Cette alliance est désormais terminée... durablement.

Le pétrole de schiste américain est abondant mais souffre d'un coût de production plus élevé. En inondant, littéralement, un marché mondial qui n'en a pas besoin, la Russie et l'Arabie saoudite vont assécher une production américaine pas ou trop peu rentable. Vladimir Poutine répond ainsi, au pire moment, aux sanctions américaines contre les producteurs d'hydrocarbures russes. L'Arabie saoudite, elle, fait coup double en punissant et la Russie, et les États-Unis.

Et face à l'incertitude mondiale quant à l'avenir de l'épidémie, la spirale infernale semble loin de s'arrêter.

3. Des conséquences mondiales...

Reste que la production de pétrole de schiste, longtemps très coûteuse, a su réduire ses coûts ces dernières années. D'autant que les entreprises vendent leur production à prix fixe, pour l'essentiel, très en amont. Les conséquences ne sont donc pas attendues avant plusieurs mois.

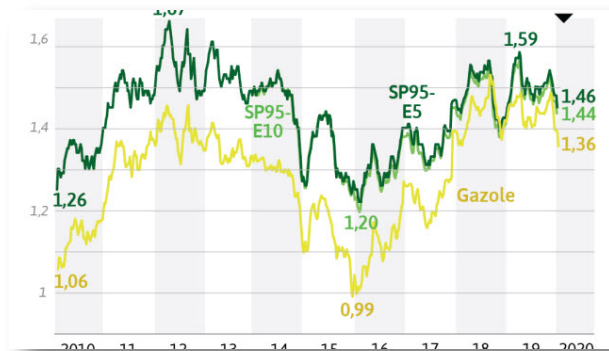
Paradoxalement, la Russie et l'Arabie saoudite pourraient souffrir les premières de leurs propres assauts: selon *les Échos*, Moscou a besoin d'un baril à 42 dollars pour équilibrer ses finances publiques, quand Riad affiche un déficit sous... 83 dollars le baril. Or il s'affichait lundi à moins de 35 dollars... Mais ces deux pays ont les reins assez solides pour tenir quelques mois à ce tarif.

En revanche, d'autres pays plus pauvres (Angola, Venezuela, Iran, Irak...), dont les économies sont déjà fragilisées, risquent de souffrir durablement de la guerre du pétrole lancée par Riad et Moscou. Les plus dépendants au pétrole risquent d'avoir le plus grand mal à financer "des dépenses publiques es-

sentielles comme la santé ou l'éducation", note le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie. Qui prévoit "des conséquences sur la stabilité de ces régions".

4. ... et donc en France

La conséquence la plus immédiate et la plus visible est a priori positive: les prix à la pompe vont baisser de 10, 15 ou 20 centimes dans le meilleur des cas: ce lundi, le brut contenu dans un litre d'essence ne pesait plus que 18 centimes environ, contre le double début janvier. Et le triple quand le baril tutoyait les 100 dollars.



Le reste est constitué des coûts de raffinage et de distribution, pour 12 à 20 centimes environ, mais surtout... de taxes.

Ces taxes peuvent être fixes ou proportionnelles. Pour les finances de l'État, cela change tout: sans baisse de la consommation de pétrole, les premières ne varient pas, et assurent un revenu constant. Mais les secondes, comme la TVA, baissent en proportion du prix de vente.

Les finances publiques françaises peuvent déjà se préparer à une forte baisse de ces recettes... et donc des dépenses publiques.

Et à mesure que l'épidémie progresse et que les déplacements se réduisent (comme dans le Haut-Rhin et l'Oise), la demande en carburant devrait aussi diminuer. Avec elle, l'ensemble des recettes fiscales de l'État, mais aussi des pans entiers de l'économie qui en dépendent.

Le Maire : "Pas forcément une bonne nouvelle"

Il y a le gain immédiat de pouvoir d'achat... et le reste: le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a regretté un manque de "coordination entre les grandes économies de la planète". Il doit contacter son homologue saoudien pour éviter que "cette question du prix du pétrole [...] secoue les marchés".

Le ministre insiste:

"Avoir un prix du pétrole qui baisse trop, ça inquiète les marchés", ce qui a "des répercussions sur le financement de nos entreprises et donc sur notre économie", a-t-il détaillé.